

**Barreau du Québec**  
Comité des équivalences

**EXAMEN PRÉVU PAR LE RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE  
DE DIPLÔME ET DE FORMATION DU BARREAU DU QUÉBEC**

**TROISIÈME ÉPREUVE :**

**DROIT PUBLIC (ADMINISTRATIF) ET**  
**DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS**

**25 OCTOBRE 2002**

**ENGLISH VERSION BEGINS ON PAGE 14**

**IDENTIFICATION**

Afin de conserver l'anonymat de chaque candidat(e) au moment de la correction, nous vous prions de bien vouloir compléter en lettres moulées les informations demandées sur la petite **carte** blanche et insérer celle-ci dans la **petite** enveloppe. Déposez ensuite cette petite enveloppe dans la **grande** enveloppe, laquelle recevra également votre examen une fois celui-ci complété.

**N'INDIQUEZ PAS VOTRE NOM SUR L'EXAMEN LUI-MÊME.**

**DIRECTIVES**

Tenez pour acquis que le *Code civil du Québec* et la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil*, L.Q. 1992 c. 57 s'appliquent. Vous ne devez pas tenir compte de la loi telle qu'elle existait avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994, ni des dispositions transitoires.

Ne tenez pas compte des dispositions non en vigueur de la *Loi modifiant le Code du travail, instituant la Commission des relations du travail et modifiant d'autres dispositions législatives* (L.Q. 2001, c. 26).

**EXAMEN**

Veillez vous assurer que votre examen contient bien un total de **26** pages, soit **13** pages pour la version française et **13** pages pour la version anglaise.

Répondez directement sur le questionnaire d'examen. Chaque réponse pourra être en français ou en anglais, à votre choix.

Vous pourrez apporter et utiliser toute documentation écrite que vous jugerez utile lors de l'examen. Aucun ordinateur n'est permis. Vous n'êtes pas autorisé(e) à partager quelque document que ce soit avec un autre candidat.

**DURÉE**

Le présent examen a été conçu pour qu'on puisse y répondre en l'espace de trois (3) heures. Néanmoins, un total de 3½ heures vous est alloué pour ce faire.

**L'examen débute à 13h00 et se termine à 16h30**

Vous serez avisé(e) lorsqu'il ne vous restera que 30 minutes.

Lorsque la fin de l'examen sera annoncée, vous devez immédiatement cesser d'écrire, vous lever et remettre la grande enveloppe contenant :

- votre examen et ;
- la petite enveloppe renfermant la petite carte blanche.

**DROIT PUBLIC (ADMINISTRATIF) ET**  
**DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS**

**25 OCTOBRE 2002**

**NOTA : LA MENTION « MOTIVEZ », QUE VOUS TROUVEZ DANS LE LIBELLÉ DE CERTAINES QUESTIONS, SIGNIFIE : APPUYEZ VOTRE RÉPONSE EN FAISANT RÉFÉRENCE AUX DISPOSITIONS PRÉCISES ET PERTINENTES DE TOUT TEXTE DE LOI, DE RÈGLEMENT, DE RÈGLE DE PRATIQUE, OU, À DÉFAUT DE DISPOSITIONS LÉGISLATIVES OU RÉGLEMENTAIRES PRÉCISES ET PERTINENTES, À LA JURISPRUDENCE PERTINENTE.**

**+ un calendrier 2002 est inséré entre l'examen français et l'examen anglais**

## DROIT PUBLIC (ADMINISTRATIF) ET DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS

### PROBLÈME I

**110 minutes - 70 points**

Engrais naturels Terraimée inc. (ci-après « **Terraimée** ») fabrique des engrais très prisés par les environmentalistes et dont les secrets de fabrication sont jalousement protégés.

Terraimée emploie 70 salariés, soit 20 employés de bureau et 50 employés de production. Depuis 1998, l'Association des employés d'Engrais naturels Terraimée inc. (ci-après « **l'Association** »), est accréditée en vertu du *Code du travail* pour représenter tous les salariés de production, les seuls salariés syndiqués de l'entreprise.

La première convention collective intervenue entre le l'Association et Terraimée, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999, a expiré le 31 décembre 2001. Au cours de cette période, deux griefs d'employés de production ont été soumis à l'arbitrage tardivement, l'Association ayant par mégarde dépassé le délai de rigueur prévu à la convention collective. En raison de ce vice procédural, une décision arbitrale, rendue le 15 janvier 2002, a conclu à l'irrecevabilité du grief de Paul Riendeau contestant une suspension de cinq (5) jours. Puis, le 20 février 2002, une autre décision arbitrale a rejeté le grief de France Desbiens, au même motif. Ce dernier grief contestait un refus de promotion, attribuable à un calcul erroné des dates d'ancienneté. Le président de l'Association s'est excusé auprès des deux salariés, imputant ces deux oublis aux difficultés d'implantation de la structure administrative syndicale.

### Question 1 (5 points)

Paul Riendeau désire intenter un recours contre l'Association en vue d'obtenir le rétablissement le plus complet possible de ses droits.

Précisez, en motivant chacune de vos réponses :

---

**A)** La nature du recours et les procédures introductives d'instance applicables.

---

**Plainte écrite au ministre du Travail (1pt) ou requête au Tribunal du travail**

---

**demandant le renvoi de sa réclamation à l'arbitrage (1pt). Art. 47.3 C.t. (1pt)**

---

---

**B)** Le délai applicable.

---

**Délai: six mois après la décision du 15 janvier 2002 constatant l'irrecevabilité**

---

**du grief – art. 47.3 C.t. (1pt).**

---

---

**C)** L'instance compétente pour trancher le litige.

---

**Le Tribunal du travail (ou arbitre de grief après autorisation du tribunal**

---

**du travail) (0.5pt).**

---

**Art. 47.5 C.t. (ou : 47.3 et 47.4 C.t.) (0.5pt)**

---

**Question 2** (5 points)

France Desbiens désire intenter un recours contre l'Association en vue d'obtenir le rétablissement le plus complet possible de ses droits.

Précisez, en motivant chacune de vos réponses.

---

**A)** La nature du recours et la procédure introductive d'instance :

---

**Action en dommages-intérêts (1pt). Art. 1457 C.c.Q. (0.5pt). Par voie de déclaration  
déclaration (0.5pt).**

---

---

**B)** Le délai applicable :

---

**Délai: trois ans après la décision du 20 février 2002 constatant l'irrecevabilité  
du grief (1pt)– art. 2925 C.c.Q. (1pt).**

---

---

**C)** L'instance compétente pour trancher le litige :

---

**Le Tribunal de droit commun (0.5pt) - Art. 31 C.p.c. (0.5pt) (ou Cour Supérieure  
ou Cour du Québec selon le montant réclamé (0.5pt) - Art. 31 ou 34 C.p.c. (0.5pt))**

---

**FAITS COMPLÉMENTAIRES**

Bien qu'aucun avis formel de négociation n'ait été transmis par l'une ou l'autre partie, l'Association et Terraimée engagent leurs pourparlers en vue du renouvellement de la convention collective le 4 février 2002. Les négociations se poursuivent jusqu'au 10 avril 2002, alors qu'une impasse majeure portant sur plusieurs clauses monétaires paralyse le dossier. Le lundi 15 avril 2002, l'Association convoque ses 50 membres à une assemblée spéciale, fixée au 18 avril suivant, pour décider de l'opportunité de déclencher des moyens de pression. À cette assemblée, lors d'un vote à main levée, 29 des 32 membres présents confient à l'Association un mandat de grève de cinq (5) jours, laissant à leur exécutif syndical le choix du moment opportun pour la déclencher.

L'arrêt de travail est déclenché lundi le 22 avril 2002, à midi. La direction de Terraimée craint que l'arrêt soudain de la machinerie n'entraîne un bris d'équipement lors de sa remise en marche éventuelle. Le contremaître exige donc que trois salariés de production continuent à travailler durant l'après-midi du 22 avril, soit le temps requis pour terminer le lot d'engrais déjà amorcé, de sorte à vider puis nettoyer la machinerie, avant son immobilisation.

**Question 3** (6 points)

La direction de Terraimée, bien informée de toutes les activités syndicales, prétend que l'Association ne détient pas un mandat de grève légal.

A) Cette prétention de l'employeur est-elle bien fondée ? Motivez. (3 points)

---

**Oui. Le mandat de grève n'est pas légal parce que la grève a été déclarée sans avoir été autorisée au scrutin secret (1pt). Art. 20.2 C.t. (2pts)**

---

B) Dans l'hypothèse où l'Association ne détiendrait pas un mandat de grève légale, Terraimée pourrait-elle légalement tenter une poursuite pénale contre l'Association ? Motivez. (3 points)

---

**Non. Seul un membre de l'association accréditée compris dans l'unité peut tenter une telle poursuite (1pt). Art. 148 C.t. (2pts)**

---

**Question 4** (7 points)

L'Association, convaincue que Terraimée a commis une infraction en faisant exécuter du travail par trois salariés de production le 22 avril 2002, indique à l'employeur qu'elle va tenter une poursuite vertu de l'article 142.1 du *Code du travail*.

A) Selon la direction de Terraimée, la poursuite envisagée par l'Association serait vouée à l'échec, en raison de l'illégalité de la grève du 22 avril. L'employeur a-t-il raison quant au caractère illégal de la grève ? Motivez. (4 points)

---

**Non. Art. 58 C.t. (2pts). Le droit de grève a été acquis le 31 mars 2002, soit 90 jours après l'expiration de la convention collective (le 31 décembre 2001) (1pt), soit la date de l'avis réputé selon l'article 52.2 C.t. (1pt).**

---

B) Si l'Association tente la poursuite envisagée, celle-ci sera-t-elle bien fondée en faits et en droit ? Motivez. (3 points)

---

**Non. L'employeur pouvait prendre les moyens nécessaires pour éviter la destruction ou la détérioration grave de l'équipement de production (1pt). Art. 109.3 C.t. (2pts)**

---

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

La grève a duré du 22 au 26 avril, 2002. Depuis ce temps, il n'y a eu de part ou d'autre aucune tentative de rapprochement, aucune demande de conciliation, ni aucun exercice de nouveaux moyens de pression.

Par ailleurs, depuis quelques mois, un groupe de salariés insatisfaits de leur Association, a mis sur pied le « Syndicat des travailleuses et travailleurs d'Engrais naturels Terraimée inc. » (ci-après « le **Syndicat** »), dont l'objectif est de déloger l'Association. À cette fin, le Syndicat a déjà préparé une requête en accréditation, visant à représenter tous les salariés de production de Terraimée, en y joignant tous les documents exigés par la loi.

### **Question 5** (4 points)

Dans l'éventualité où le Syndicat déposerait aujourd'hui sa requête en accréditation pour représenter les salariés de production de Terraimée, une telle requête s'inscrirait-elle à l'intérieur des délais prescrits par la loi ? Motivez, en précisant la date d'ouverture de la période de maraudage légale la plus rapprochée d'aujourd'hui.

---

**Oui. Une requête déposée aujourd'hui (25 octobre 2002) s'inscrirait dans les délais**

---

**légaux (1pt). La période de maraudage applicable a commencé le 30 septembre 2002,**

---

**soit neuf (9) mois après la date d'expiration de la convention collective (1pt).**

---

**Art. 22 c) C.t. (2pts).**

---

---

---

### **Question 6** (4 points)

Dans l'éventualité où le Syndicat déposerait sa requête en accréditation, quels documents devraient légalement accompagner sa requête ? Motivez.

---

**- Les formules d'adhésion (originales ou copies) (1pt). Art. 25 C.t. (1pt)**

---

**- Copie certifiée conforme de la résolution de l'association (1pt). Art. 9 du**

---

***Règlement sur l'exercice du droit d'association (1pt).***

---

---

---

**Question 7** (4 points)

Dans l'éventualité où le Syndicat déposerait une requête en accréditation, à quelle(s) condition(s) un vote au scrutin secret devrait-il obligatoirement être ordonné pour déterminer le caractère représentatif ? Motivez.

---

**Vote obligatoire seulement si le Syndicat compte parmi ses membres entre 35% et 50% des salariés de l'unité appropriée (ou des salariés de production) (2pts).**

---

**Art. 37, 1<sup>er</sup> al. C.t. (2pts, dont 1pt pour le 1<sup>er</sup> alinéa).**

---

---

---

**Question 8** (4 points)

Lorsqu'un commissaire du travail ordonne la tenue d'un vote au scrutin secret pour déterminer le caractère représentatif d'une association de salariés, cette décision est-elle immédiatement sujette à appel ? Motivez.

---

**Non. Le Tribunal a compétence pour entendre un appel d'une décision du Commissaire du travail qui termine une affaire. L'ordonnance de vote ne termine pas une affaire.**

---

**(Voir : Collection de droit, page 78) (2pts). Art. 118, 1<sup>er</sup> al. C.t. (2pts, dont 1pt pour le 1<sup>er</sup> al.)**

---

---

---

**FAITS COMPLÉMENTAIRES**

Depuis 1997, Carmen Lacoste travaille chez Terraimée à titre de Représentante aux ventes. Le 15 octobre 2000, elle a fait une chute en vélo de montagne, subissant quelques traumatismes. Par la suite, elle a souffert de maux de dos intermittents mais aigus, l'obligeant à cesser toute activité physique pour de courtes périodes. C'est ainsi que, à la suite de son accident, Carmen a dû s'absenter du travail à sept (7) reprises, pendant des périodes variant de 3 à 5 jours consécutifs, pour un total de 28 jours. Pourtant, entre ses crises ponctuelles, Carmen se portait très bien et elle fournissait alors une prestation de travail satisfaisante, comme avant son accident.

Le 19 octobre 2001, le directeur des ventes convoque Carmen Lacoste à son bureau, l'informant de son congédiement prenant effet le même jour. Interrogé par Carmen quant au motif du renvoi, le directeur mentionne vaguement quelques erreurs observées dans ses rapports d'activités ainsi qu'un manque général d'intérêt pour son travail. Devant tous ses collègues de travail, le directeur des ventes, accompagné d'un agent de sécurité, l'escorte jusqu'à la sortie de l'établissement, lui accordant à peine quelques minutes pour emporter avec elle ses effets personnels.

Carmen, qui perd rarement son sang froid, réussit subrepticement à glisser dans son sac à main quelques disquettes contenant des copies de ses documents de travail (listes de clients, de fournisseurs, de distributeurs, projection de prix, etc.).

Carmen Lacoste, qui prétend que l'employeur l'a congédiée sans cause juste et suffisante, souhaite être pleinement indemnisée pour tous les dommages, matériels et moraux, résultant de son congédiement. Le 29 octobre 2001, elle dépose une plainte en vertu de l'article 124 de la *Loi sur les normes du travail*.

**Question 9** (5 points)

Quel autre recours, prévu à la *Loi sur les normes du travail*, Carmen Lacoste aurait-elle pu entreprendre pour contester son congédiement ? Motivez.

---

**Plainte pour pratique interdite en raison de son absence pour cause de maladie**

---

**ou accident (2pts). Art. 123 L.n.t. (1.5pts) et 122.2 L.n.t. (1.5pts)**

---

---

**Question 10** (6 points)

Dans le cadre du recours identifié à la question 9, quels éléments auraient dû être établis par Carmen Lacoste, pour bénéficier de la présomption que la loi associe à ce recours ?

---

· **Elle est une salariée au sens de la L.n.t. (1.5pt)**

---

· **Elle a été congédiée (1.5pt)**

---

· **Elle justifie de trois mois de service continu (1.5pt)**

---

· **Elle s'est absentée pour cause de maladie (accident) pendant moins de**

---

**17 semaines au cours des 12 mois précédant son congédiement (1.5pt).**

---

---

**(Art. 122.2 et 123, 1<sup>er</sup> al. L.n.t.)**

---

**FAITS COMPLÉMENTAIRES**

La plainte déposée par Carmen Lacoste en vertu de l'article 124 de la *Loi sur les normes du travail* a été entendue par la commissaire du travail Louise Germain le 13 septembre 2002.

L'employeur, Terraimée, avait reçu par télécopieur un avis d'audition donné le 9 septembre 2002. M. André Fortier, le directeur des ressources humaines de Terraimée s'est présenté devant la commissaire Germain et a demandé un ajournement de l'audition à une date ultérieure pour deux motifs : d'abord, il a indiqué qu'il n'était pas prêt à procéder en raison du court délai écoulé depuis la réception de l'avis d'audition et il a



ajouté que l'employeur désirait être représenté par son procureur, M<sup>e</sup> Robert Lacasse, qui, étant en vacances en Europe, n'avait pas pu être rejoint.

La commissaire Germain a alors questionné M. Fortier pour apprendre que celui-ci avait consacré toute sa semaine à préparer cette audition et que tous les témoins que l'employeur voulait faire entendre étaient présents. Elle a aussi appris que M. Fortier détenait une licence en droit et un diplôme en relations industrielles. La commissaire a donc rejeté la demande de remise au motif que l'employeur était, dans les faits, prêt à procéder et était représenté adéquatement par M. Fortier. Elle a ajouté qu'en vertu du *Code du travail*, la représentation par avocat n'était pas obligatoire et qu'une remise causerait un préjudice important à Mme Lacoste. Elle a alors ordonné de procéder et l'audition a duré toute la journée.

Il y a quelques jours, l'employeur a reçu la décision de la commissaire Germain qui a accueilli la plainte de Mme Lacoste, ordonné à l'employeur de la réintégrer dans ses fonctions et de lui payer tout le salaire perdu depuis le congédiement. Terraimée s'attendait un peu à cette décision parce que les motifs justifiant le congédiement n'étaient pas très sérieux. L'employeur avait surtout insisté pour que la commissaire n'ordonne pas la réintégration en raison de la perte totale de confiance qu'il avait en Mme Lacoste qui, au moment de son congédiement, s'était emparée des listes de clients et d'autres documents confidentiels appartenant à l'employeur.

L'employeur désire exercer des recours à l'encontre de cette décision pour éviter la réintégration de Mme Lacoste qui a déposé une copie conforme de la décision auprès de la Cour supérieure et informé M. Fortier qu'elle se présenterait au travail lundi prochain.

**Question 11** (5 points)

Quelle(s) procédure(s) utiliseriez-vous à l'encontre de cette décision ? Motivez.

---

**Requête en révision judiciaire (1.5pts), art. 846 C.p.c. (1pt) et requête en sursis (1.5pts).**

---

**Art. 834.1 C.p.c. (1pt)**

---

---

---

**Question 12** (9 points)

Énoncez trois (3) motifs que vous invoquerez au soutien de votre procédure, en précisant les dispositions législatives les justifiant. (Seuls les trois premiers motifs inscrits seront corrigés).

---

**1<sup>er</sup> motif**

---

**L'avis d'audition n'a pas été donné au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de l'audition (1+1). Article 20 du Code du travail rendu applicable par l'article 127 de la Loi sur les normes du travail (1pt).**

---

**(ou : l'avis d'audition n'a pas été donné dans un délai raisonnable (1+1) Art. 23 C.D.L.P. (1pt))**

---

**2<sup>ème</sup> motif**

---

L'employeur a le droit d'être représenté par un avocat (1pt) en vertu de l'article 34 de la Charte des droits et libertés de la personne (1pt) qui s'applique à tout tribunal exerçant des fonctions quasi judiciaires. Art. 56, 1<sup>er</sup> al. de la même Charte (1pt).

**3<sup>ème</sup> motif**

La commissaire aurait dû refuser la réintégration de madame Lacoste compte tenu des circonstances de l'affaire (1pt). Art. 128, 1<sup>er</sup> al., 3<sup>o</sup> de la *Loi sur les normes du travail* (2pts, dont 1pt pour le 1<sup>er</sup> al., 3<sup>o</sup>).

**Question 13** (6 points)

Indiquez, pour chacun des motifs invoqués à la question 12, la norme de contrôle applicable et le type d'erreurs contrôlées.

| <b>Motif</b>     | <b>Norme</b>  | <b>Type d'erreur</b>  |
|------------------|---|---|
| Délai d'avis     | Décision correcte (erreur simple) (1pt)   | Violation des garanties procédurales (1pt)  |
| Droit à l'avocat | Décision correcte (erreur simple) (1pt)   | Erreur dans l'application d'un texte général (Charte) (ou violation des garanties procédurales) (1pt) |
| Réintégration    | Décision manifestement déraisonnable (erreur manifestement déraisonnable) (1pt) | Erreur d'interprétation dans le champ d'expertise du décideur (application du droit aux faits) (1pt)  |



## DROIT PUBLIC (ADMINISTRATIF) ET DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS

### PROBLÈME II

**70 minutes - 30 points**

Le 1<sup>er</sup> septembre 2002, madame Nicole Bouchard vous rencontre et vous expose les faits suivants :

Elle est directrice générale d'un organisme sans but lucratif, incorporé le 1<sup>er</sup> janvier 2000, sous la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* du Québec (L.R.Q. c., C-38).

Selon ses statuts, la corporation a pour objet de :

- « a) Œuvrer en appui aux populations du tiers monde, tant au niveau des secours humanitaires que du développement durable, en soutenant des activités de développement structurées qui visent à établir l'autosuffisance durable des populations partenaires dans le respect de leurs valeurs et leur culture ;
- b) Réaliser des programmes de soutien dans des pays économiquement défavorisés, pour des personnes déplacées et réfugiées, suite à des cataclysmes naturels, des conflits armés ou autres ;
- c) Réaliser des programmes de transfert de ressources humaines et matérielles avec des pays économiquement défavorisés, en particulier par l'envoi et le soutien de coopérants-volontaires à l'étranger ;
- d) Travailler de concert avec d'autres organismes, québécois, canadiens ou étrangers, voués au développement et à la coopération internationale ;
- e) Solliciter et recueillir des fonds, recevoir et utiliser des subventions et donations de toutes sortes pour les fins ci-haut mentionnées. »

Cet organisme, qui a pour nom *Aide Internationale*, est propriétaire, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2002, d'un immeuble de cinq (5) étages sis dans la municipalité de Pointe-Bleue. L'organisme est devenu propriétaire de cet immeuble des suites d'une généreuse donation de l'un de ses membres fondateurs.

Madame Bouchard vous explique qu'une fois devenu propriétaire le 1<sup>er</sup> mai 2002, l'organisme dut effectuer d'importants travaux de rénovation aux premier et deuxième étages qu'il allait occuper aux fins des objets décrits à ses statuts. L'ensemble des cloisons existantes ont été retirées, de nouvelles divisions ont été érigées, une grande cuisine a été aménagée, ainsi que certaines aires de travail. Une somme de près de 200 000 \$ a été investie dans les améliorations.

Elle vous explique également que le troisième étage est en ce moment loué à une clinique de pédiatrie en vertu d'un bail à long terme. Quant aux quatrième et cinquième étages, ils sont loués, également en vertu d'un bail à long terme, à la MRC des Sabres.

*Aide Internationale* a aménagé dans les locaux rénovés en date du 1<sup>er</sup> août 2002, date à laquelle les travaux de modification furent substantiellement complétés.

Le 26 août 2002, l'organisme recevait un certificat de modification au rôle d'évaluation foncière, lequel comportait également un compte de taxes foncières visant l'immeuble en question.

L'avis est daté du 1<sup>er</sup> août 2002. La date d'expédition y apparaissant est le 15 août 2002.

Le certificat de modification indique que le rôle d'évaluation est modifié rétroactivement au 1<sup>er</sup> mai 2002 quant aux éléments suivants :

- L'immeuble, constituant l'unité d'évaluation foncière, est porté au rôle d'évaluation foncière au nom de *Aide Internationale*;
- La valeur réelle du bâtiment est augmentée, passant de 1 250 000 \$ à 1 750 000 \$;
- Les raisons invoquées par les autorités aux fins de justifier la délivrance de ce certificat sont les suivantes :
  - L'acquisition de l'immeuble par *Aide Internationale*;
  - Les modifications effectuées aux premier et second étages du bâtiment par *Aide Internationale*

Le rôle d'évaluation est établi pour les années 2002, 2003 et 2004. Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

À la lumière de ces faits, Madame Bouchard vous demande aujourd'hui, le 1<sup>er</sup> septembre 2002, de répondre aux questions suivantes :

**Question 1** (8 points)

L'évaluateur de la municipalité pouvait-il faire rétroagir le certificat de modification et, en conséquence, chacune des modifications qu'il apporte au rôle d'évaluation foncière, au 1<sup>er</sup> mai 2002 ? Motivez.

---

**L'évaluateur était en droit de faire rétroagir le certificat de modification au 1<sup>er</sup> mai 2002**

---

**en ce qui a trait à l'inscription de *Aide Internationale* à titre de propriétaire de**

---

**l'immeuble (2pts). Art. 174(3) L.F.M. (1pt) et 177(5) L.F.M. (1pt)**

---



---

**Le deuxième événement qui justifiait l'évaluateur à délivrer le certificat de modification,**

---

**soit les modifications apportées aux premier et second étages, ne pouvait rétroagir**

---

**qu'au 1<sup>er</sup> août 2002, soit date à laquelle les travaux effectués sur le bâtiment étaient**

---

**substantiellement complétés (2pts). Art. 174(7) L.F.M. (1pt) et 177(5) L.F.M. (1pt).**

---

**Question 2** (4 points)

Madame Bouchard vous demande si, à titre d'organisme sans but lucratif ayant pour objets ceux décrits dans ses statuts, *Aide Internationale* est en droit de bénéficier d'une quelconque exemption du paiement des taxes foncière. Donnez-lui votre réponse. Motivez.

---

**Oui, *Aide Internationale* est en droit de bénéficier d'une exemption de taxes**

---

**foncières (2pts). Art. 204(10) L.F.M. (1pt) et 243.8 L.F.M. (1pt).**

---

**Question 3** (9 points)

Devant quel(s) organisme(s) *Aide Internationale* devra-t-elle contester la rétroactivité de l'augmentation de valeur de l'immeuble et requérir l'exemption de taxes foncières ? Présumez qu'*Aide Internationale* devra épuiser tous les recours prévus par la *Loi sur la fiscalité municipale*. Motivez.

---

**La demande de révision administrative devra être déposée auprès de l'organisme municipal responsable de l'évaluation (1pt). Art. 124 L.F.M. (1pt).**

---

**À défaut d'une entente ou d'une réponse, une demande de révision devra être déposée devant le Tribunal administratif du Québec (2pts). Art. 138.5 L.F.M. (1pt).**

---

---

**La demande de reconnaissance d'une exemption de taxes foncières devra être faite auprès de la Commission Municipale du Québec (2pts). Art. 243.1 L.F.M. (1pt) et Art. 1 L.F.M. (1pt).**

---

---

---

---

**Question 4** (3 points)

Dans l'éventualité où *Aide Internationale* désirait contester la date à laquelle l'évaluateur municipal a fait rétroagir l'augmentation de la valeur réelle portée au rôle d'évaluation foncière, dans quel délai devra-t-elle le faire ? Motivez.

---

**La demande de révision administrative devra être déposée avant le 61<sup>e</sup> jour qui suit l'expédition de l'avis prévu à l'article 180, soit le ou avant le 15 octobre 2002 (2pts). Art. 132 L.F.M. (1pt).**

---

---

---

|                              |
|------------------------------|
| <b>FAITS COMPLÉMENTAIRES</b> |
|------------------------------|

Madame Bouchard vous explique que l'envoi de coopérants à travers le monde et l'exécution des projets d'aide au développement dans lesquels l'organisme est impliqué ont nécessité d'importants investissements en matière de télécommunication. C'est ainsi que les travaux d'aménagement des premier et second étages incluent l'incorporation aux cloisons inamovibles de systèmes de télécommunication sophistiqués. Ayant discuté avec l'évaluateur municipal à la suite de la réception du certificat de modification, elle apprend

que la valeur de ces systèmes fut incorporée à la valeur réelle de l'immeuble portée au rôle.

**Question 5** (3 points)

Elle vous demande si l'évaluateur était en droit de procéder ainsi. Donnez-lui votre réponse. Motivez.

---

**L'évaluateur municipal était en droit de porter au rôle les systèmes de**

---

**télécommunication intégrés aux cloisons inamovibles puisqu'ils constituent des**

---

**immeubles (1pt). Art. 1, 31 et 42 L.F.M. (2pts pour les trois articles).**

---

---

**FAITS COMPLÉMENTAIRES**

Madame Bouchard vous apprend que fut incluse dans la valeur de l'immeuble portée au rôle d'évaluation foncière, la valeur du terrain de stationnement situé sur le côté sud-ouest du bâtiment. Elle précise que le bâtiment n'est conforme à la réglementation qu'en autant que le terrain soit effectivement utilisé comme stationnement de véhicules automobiles.

**Question 6** (3 points)

Sans égard à la question relative aux délais à l'intérieur desquels les recours administratifs peuvent être institués, Madame Bouchard vous demande si le terrain de stationnement n'aurait pas dû apparaître au rôle comme une unité d'évaluation distincte ainsi. Donnez-lui votre réponse. Motivez.

---

**Non, le terrain de stationnement doit être inclus à l'unité d'évaluation où apparaissent**

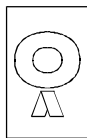
---

**le terrain et le bâtiment sur lequel il est construit (2pts). Art. 34 L.F.M. (1pt).**

---

---

◆ ◆ ◆  
F I N



**Barreau du Québec**  
Comité des équivalences

**EXAMINATION PRESCRIBED BY THE REGULATION RESPECTING THE STANDARDS FOR  
EQUIVALENCE OF DIPLOMAS AND TRAINING**

**THIRD TEST :**

**PUBLIC LAW AND QUEBEC LABOUR LAW**

**OCTOBER 25<sup>th</sup>, 2002**

**LA VERSION FRANÇAISE DÉBUTE À LA PAGE 1**

**IDENTIFICATION**

In order to ensure the anonymity of each candidate during correction, please fill out in block letters the information requested on the small white **card** which you will then insert in the small envelope. In turn, you should put this small envelope in the **larger** envelope meant to also receive your completed exam.

**DO NOT WRITE YOUR NAME ON THE EXAM ITSELF.**

**INSTRUCTIONS**

Assume that the *Quebec Civil Code* and Titles II and II of the *Act respecting the implementation of the reform of the Civil Code*, S.Q. 1992 c. 57 apply. Do not give consideration to the law as it stood before its adoption on January 1<sup>st</sup>, 1994, nor the transitional provisions.

Do not take into account provisions not yet in force of an *Act to amend the Labour Code, to establish the Commission des relations du travail and to amend other legislative provisions* (S.Q. 2001, c. 26).

**EXAM**

Please ensure that your exam has a total of **26** pages (**13** pages for the French version and **13** pages for the English version).

Please answer directly on the exam itself. Each answer can be either in French or in English.

You may bring and use any written material which you consider helpful. Computers are not allowed. You may not share anything whatsoever with any other candidate.

**DURATION**

The present exam has been designed so that it can be completed within three (3) hours. Nonetheless, a total of 3½ hours will be allowed.

**The exam starts at 1:00 p.m. and ends at 4:30 p.m.**

You will be notified when you have only 30 minutes left.

When you have been notified that the exam is over, you must immediately stop writing, stand up and hand in the large envelope containing both:

- your exam and;
- the small envelope in which the small identification card is inserted.

**QUEBEC PUBLIC (ADMINISTRATIVE) AND**

**LABOUR LAW**

**OCTOBER 25<sup>th</sup>, 2002**

**NOTE : WHEN YOU SEE THE WORDS “GIVE REASONS” IN SOME OF THE QUESTIONS, THIS MEANS THAT YOU ARE REQUIRED TO SUPPORT YOUR ANSWER BY REFERRING TO THE PRECISE AND RELEVANT PROVISIONS OF THE RELEVANT REGULATIONS, RULES OF PRACTICE OR, IN THE ABSENCE OF PRECISE, RELEVANT PROVISIONS OF LAWS, REGULATIONS OR RULES OF PRACTICE, TO THE RELEVANT CASELAW.**

**+ a 2002 calendar is inserted between the french exam and the english one**



## QUEBEC PUBLIC (ADMINISTRATIVE) AND LABOUR LAW

### PROBLEM I

**110 minutes - 70 points**

Engrais naturels Terraimée Inc. (hereafter '**Terraimée**' ) manufactures fertilizers which are quite prized by environmentalists and whose manufacturing secrets are jealously guarded.

Terraimée employs staff of 70 workers, composed of 20 office employees and 50 production workers. In 1998, the "Association des employés d'Engrais naturels Terraimée Inc." (hereafter "the **Association**"), was certified pursuant to the *Labour Code* to represent all the production employees. This is Terraimée's only unionized group of employees.

The first collective agreement signed by the Association and Terraimée, which came into force on January 1, 1999, expired on December 31, 2001. During this period, two grievances brought by production employees were belatedly submitted to arbitration. Indeed, the Association mistakenly let the mandatory time limit set out in the collective agreement slip by. Due to this procedural error, an arbitration decision, rendered on January 15, 2002, dismissed Paul Riendeau's grievance contesting his five (5) day suspension. In addition, on February 20, 2002, another arbitration decision dismissed a grievance launched by France Desbiens for a similar reasons. By her grievance, Ms. Desbiens had contested the employer's refusal to promote her, purportedly on account of an error in calculating her seniority. The President of the Association apologized to both employees, justifying his omissions by difficulties encountered in setting up the union's administrative structure.

### Question 1 (5 marks)

Paul Riendeau wants to institute proceedings against the Association in order to seek complete redress for all losses incurred.

Indicate, giving reasons for each of your answers:

---

**A)** The nature of the recourse and the requisite documents to initiate proceedings.

---

**Plainte écrite au ministre du Travail (1pt) ou requête au Tribunal du travail**

---

**demandant le renvoi de sa réclamation à l'arbitrage (1pt). Art. 47.3 C.t. (1pt)**

---

---

**B)** The applicable time limit for bringing the recourse.

---

**Délai: six mois après la décision du 15 janvier 2002 constatant l'irrecevabilité**

---

**du grief – art. 47.3 C.t. (1pt).**

---

---

**C)** The court or tribunal having jurisdiction to decide the matter.

---

**Le Tribunal du travail (ou arbitre de grief après autorisation du tribunal**

---

**du travail) (0.5pt).**

---

**Art. 47.5 C.t. (ou : 47.3 et 47.4 C.t.) (0.5pt)**

---

**Question 2** (5 marks)

France Desbiens wants to institute proceedings against the Association in order to seek complete redress for all losses incurred.

Indicate, giving reasons for each of your answers:

---

**A)** The nature of the recourse and the requisite document to initiate proceedings.

---

**Action en dommages-intérêts (1pt). Art. 1457 C.c.Q. (0.5pt). Par voie de déclaration  
déclaration (0.5pt).**

---

---

---

**B)** The applicable time limit for bringing the recourse.

---

**Délai: trois ans après la décision du 20 février 2002 constatant l'irrecevabilité  
du grief (1pt)– art. 2925 C.c.Q. (1pt).**

---

---

---

**C)** The court or tribunal having jurisdiction to decide the matter.

---

**Le Tribunal de droit commun (0.5pt) - Art. 31 C.p.c. (0.5pt) (ou Cour Supérieure  
ou Cour du Québec selon le montant réclamé (0.5pt) - Art. 31 ou 34 C.p.c. (0.5pt))**

---

---

|                         |
|-------------------------|
| <b>ADDITIONAL FACTS</b> |
|-------------------------|

On February 4, 2002, even though no formal notice to bargain had yet been sent by either party, the Association and Terraimée began discussions with a view to renewing the collective agreement. The negotiations continued up until April 10, 2002, when a major deadlock concerning several monetary clauses finally paralysed the discussions. On Monday, April 15, 2002, the Association called its 40 members to a special assembly, set for April 18, 2002, in order to decide whether to engage in pressure tactics. By secret ballot, 29 of the 32 members attending the meeting gave their Association a mandate to call a five (5) day strike, leaving it up to their Executive to determine when it should be called.

The strike was declared on Monday, April 22, 2002, at noon. The management of Terraimée feared that a sudden stoppage of the equipment would eventually cause damage to it, upon re-starting operations. In order to avoid such consequences, the foreman ordered that (3) production employees continue to work during the afternoon of April 22, that is, the time required to complete the batch of fertilizer being processed and to empty and clean the machinery before stopping it.

**Question 3** (6 marks)

Terraimée's management, being well informed of all union activities, contends that the Association has no legal mandate for calling a strike.

A) Is the employer's position well founded? Give reasons. (3 marks)

---

**Oui. Le mandat de grève n'est pas légal parce que la grève a été déclarée sans avoir été autorisée au scrutin secret (1pt). Art. 20.2 C.t. (2pts)**

---

B) Assuming that the Association does not have a legal mandate for calling a strike, could Terraimée legally institute penal proceedings against the Association? Give reasons. (3 marks)

---

**Non. Seul un membre de l'association accréditée compris dans l'unité peut intenter une telle poursuite (1pt). Art. 148 C.t. (2pts)**

---

**Question 4** (7 marks)

The Association, which is convinced that Terraimée committed an infraction by having the three production employees carry out work on April 22, 2002, has indicated to the employer that it will institute proceedings under article 142.1 of the *Labour Code*.

A) According to Terraimée's management, the proceedings being considered by the Association would be unsuccessful, due to the illegality of the April 22<sup>nd</sup> strike. Is the employer right in regard to the illegality of the strike? Give reasons. (4 marks)

---

**Non. Art. 58 C.t. (2pts). Le droit de grève a été acquis le 31 mars 2002, soit 90 jours après l'expiration de la convention collective (le 31 décembre 2001) (1pt), soit la date de l'avis réputé selon l'article 52.2 C.t. (1pt).**

---

B) If the Association institutes the proceedings mentioned in Question 4(A), will these proceedings be well founded in fact and in law? Give reasons. (3 marks)

---

**Non. L'employeur pouvait prendre les moyens nécessaires pour éviter la destruction ou la détérioration grave de l'équipement de production (1pt). Art. 109.3 C.t. (2pts)**

---

**ADDITIONAL FACTS**

The strike lasted from April 22 to April 26, 2002. Since that time, there has been no attempt on the part of either side to resolve matters, no request for conciliation and no new pressure tactics.

Furthermore, during the past few months, a group of employees, being dissatisfied with their Association, has formed the "Syndicat des travailleuses et travailleurs d'Engrais naturels Terraimée Inc" (hereafter "the Syndicat"), whose aim is to dislodge the Association. With this objective in mind, the Syndicat has already prepared a petition for certification to represent all the Terraimée production employees, and attached thereto all the documents required by law.

**Question 5** (4 marks)

Assume that, today, the Syndicat were to file its petition for certification to represent all the production employees of Terraimée. Would such a petition be filed within the time limits set out in the law? Give reasons, indicating the first day of the period closest to today, during which a petition for certification may legally be filed.

---

**Oui. Une requête déposée aujourd'hui (25 octobre 2002) s'inscrirait dans les délais légaux (1pt). La période de maraudage applicable a commencé le 30 septembre 2002, soit neuf (9) mois après la date d'expiration de la convention collective (1pt).**

---

**Art. 22 c) C.t. (2pts).**

---

---

---

**Question 6** (4 marks)

Assuming that the Syndicat were to file its petition for certification, which documents should accompany the petition? Give reasons.

---

- **Les formules d'adhésion (originales ou copies) (1pt). Art. 25 C.t. (1pt)**
- **Copie certifiée conforme de la résolution de l'association (1pt). Art. 9 du Règlement sur l'exercice du droit d'association (1pt).**

---

---

---

---

**Question 7** (4 marks)

In the event that the Syndicat were to file its petition for certification, in which circumstances would a secret ballot vote be mandatory in order to assess its representative character? Give reasons.

---

**Vote obligatoire seulement si le Syndicat compte parmi ses membres entre 35% et 50% des salariés de l'unité appropriée (ou des salariés de production) (2pts).**

---

**Art. 37, 1<sup>er</sup> al. C.t. (2pts, dont 1pt pour le 1<sup>er</sup> alinéa).**

---

---

**Question 8** (4 marks)

When the labour commissioner orders a secret ballot vote to determine the representative character of an employees' association, can this decision be immediately subject to appeal? Give reasons.

---

**Non. Le Tribunal a compétence pour entendre un appel d'une décision du Commissaire du travail qui termine une affaire. L'ordonnance de vote ne termine pas une affaire.**

---

**(Voir : Collection de droit, page 78) (2pts). Art. 118, 1<sup>er</sup> al. C.t. (2pts, dont 1pt pour le 1<sup>er</sup> al.)**

---

---

**ADDITIONAL FACTS**

Carmen Lacoste has worked for Terraimée as a sales representative since 1997. On October 15, 2000, she was injured when she fell off of her mountain bike. Thereafter, she suffered intermittent but acute back pain which required her to stop all physical activity for short periods of time. As a result, following her accident, she was absent from work seven (7) times, for periods varying from 3 to 5 consecutive days, for a total of 28 days. However, between these isolated incidents, Carmen quite well and her work remained satisfactory, as it had always been before her accident.

On October 19, 2001, the sales director called Carmen Lacoste into his office and informed her of her dismissal effective the same day. Questioned by Carmen as to the grounds of her dismissal, the director vaguely mentioned several errors observed in her activity reports as well as her general lack of interest for her work. The sales director, accompanied by a security guard, escorted Carmen to the exit, in front of all her work colleagues, giving her barely a few minutes to gather her personal belongings.

Carmen, who rarely loses her cool, surreptitiously managed to slip into her handbag a few diskettes containing copies of her work documents (lists of clients, suppliers, distributors, price projections, etc.).

Carmen Lacoste, who claims that her employer dismissed her without good and sufficient cause, wants to be fully indemnified for all the damages, both material and moral, caused by her dismissal. On October 29, 2001, she filed a complaint under article 124 of *An Act respecting Labour Standards*.

**Question 9** (5 marks)

What other recourse under *An Act respecting Labour Standards* could Carmen Lacoste take to contest her dismissal? Give reasons.

---

**Plainte pour pratique interdite en raison de son absence pour cause de maladie**

---

**ou accident (2pts). Art. 123 L.n.t. (1.5pts) et 122.2 L.n.t. (1.5pts)**

---

---

---

**Question 10** (6 marks)

In relation to the recourse identified in Question 9, what will Carmen Lacoste have to establish in order to obtain the benefit of the legal presumption associated with this recourse?

---

· **Elle est une salariée au sens de la L.n.t. (1.5pt)**

---

· **Elle a été congédiée (1.5pt)**

---

· **Elle justifie de trois mois de service continu (1.5pt)**

---

· **Elle s'est absentée pour cause de maladie (accident) pendant moins de**

---

**17 semaines au cours des 12 mois précédant son congédiement (1.5pt).**

---

---

**(Art. 122.2 et 123, 1<sup>er</sup> al. L.n.t.)**

---

---

|                         |
|-------------------------|
| <b>ADDITIONAL FACTS</b> |
|-------------------------|

The complaint filed by Carmen Lacoste pursuant to article 124 of *An Act respecting Labour Standards* was heard by the labour commissioner, Louise Germain, on September 13, 2002.

The employer, Terraimée, had received a notice of hearing sent by fax on September 9, 2002. Mr. André Fortier, Terraimée's director of human resources, was present at the hearing held before commissioner Germain. Mr. Fortier asked for an adjournment of the hearing to a later date on two grounds. First, he indicated that he was not ready to proceed because of the short notice between his receipt of the convocation and the date of

hearing. Secondly, he added that the employer wanted to be represented by its attorney, the time of the reception of the notice and the hearing and, he added that the employer wanted to be represented by its attorney, Robert Lacasse, who, being on vacation in Europe, could not be reached.

Commissioner Germain then questioned Mr. Fortier and learned that he had spent his whole week preparing for the hearing and that all the witnesses that the employer intended to call were present. She also learned that Mr. Fortier had a law degree and diploma in industrial relations. The commissioner therefore dismissed the employer's request for an adjournment on the grounds that the employer was, in fact, ready to proceed and also, that Mr. Fortier was able to represent the employer adequately. She added that under the *Labour Code*, representation by an attorney is not mandatory and that an adjournment would cause significant prejudice to Ms. Lacoste. She then ordered the matter to proceed and the hearing lasted the whole day.

Several days ago, the employer received the decision from the commissioner Germain granting Ms. Lacoste's complaint and ordering the employer to reinstate her with payment of the salary lost since her dismissal. Terraimée was somewhat expecting this decision since the grounds justifying the dismissal were not very serious. In order that the commissioner not order reinstatement, the employer had specifically emphasized the fact that it had lost all its confidence in Ms. Lacoste who, at the time of her dismissal, had taken client lists and other confidential documents belonging to the employer.

The employer wants to institute proceedings against the commissioner's decision in order to avoid having to reinstate Ms. Lacoste, who has filed a copy of this decision in the Superior Court and informed Mr. Fortier that she will show up for work next Monday.

**Question 11** (5 marks)

What proceeding(s) will you take against this decision? Give reasons.

---

**Requête en révision judiciaire (1.5pts), art. 846 C.p.c. (1pt) et requête en sursis (1.5pts).**

---

**Art. 834.1 C.p.c. (1pt)**

---

---

---

**Question 12** (9 marks)

Set out three (3) grounds that you will advance in your proceedings and refer to the legislative provisions in support thereof. (Only the first three (3) grounds given will be marked).

---

**1<sup>st</sup> ground**

---

**L'avis d'audition n'a pas été donné au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de**

---

**l'audition (1+1). Article 20 du Code du travail rendu applicable par l'article 127 de la**

---

**Loi sur les normes du travail (1pt).**

---

**(ou : l'avis d'audition n'a pas été donné dans un délai raisonnable (1+1) Art. 23 C.D.L.P.**

---

**(1pt)**

---

---

**2<sup>nd</sup> ground**

---

L'employeur a le droit d'être représenté par un avocat (1pt) en vertu de l'article 34 de la Charte des droits et libertés de la personne (1pt) qui s'applique à tout tribunal exerçant des fonctions quasi judiciaires. Art. 56, 1<sup>er</sup> al. de la même Charte (1pt).

---

---

---

---

**3<sup>rd</sup> ground**

---

La commissaire aurait dû refuser la réintégration de madame Lacoste compte tenu des circonstances de l'affaire (1pt). Art. 128, 1<sup>er</sup> al., 3<sup>o</sup> de la *Loi sur les normes du travail* (2pts, dont 1pt pour le 1<sup>er</sup> al., 3<sup>o</sup>).

---

---

---

---

---

**Question 13** (6 marks)

For each of the grounds indicated in Question 12, give the applicable standard of review and identify the type of error which is being reviewed.

| <b>Ground</b>    | <b>Applicable standard</b>  | <b>Type of error</b>  |
|------------------|---|---|
| Délai d'avis     | Décision correcte (erreur simple) (1pt)   | Violation des garanties procédurales (1pt)  |
| Droit à l'avocat | Décision correcte (erreur simple) (1pt)   | Erreur dans l'application d'un texte général (Charte) (ou violation des garanties procédurales) (1pt) |
| Réintégration    | Décision manifestement déraisonnable (erreur manifestement déraisonnable) (1pt) | Erreur d'interprétation dans le champ d'expertise du décideur (application du droit aux faits) (1pt)  |





## QUEBEC PUBLIC (ADMINISTRATIVE) AND LABOUR LAW

### PROBLEM II

**70 minutes - 30 marks**

On September 1, 2002, Ms. Nicole Bouchard meets you and sets out the following facts:

She is the general director of a charitable organization which was incorporated on January 1, 2000, under Part 3 of the *Quebec Companies Act* (R.S.Q., C-38).

According to its articles of incorporation, the corporation has the following objectives:

- “ a) To operate to support third world populations, both in relation to humanitarian aid and durable development, by supporting structured development activities which aim to establish the durable self-sufficiency of the partner populations, while respecting their values and cultures;
- b) To carry out aid programmes in economically challenged countries for displaced people and refugees, arising from natural disasters, armed conflicts or otherwise;
- c) To set up programs for the transfer of human and material resources with economically challenged countries, in particular by sending and supporting volunteers overseas;
- d) To work together with other Quebec, Canadian or foreign organizations, dedicated to international development and co-operation;
- e) To solicit and collect funds, to receive and use subsidies and donations of all types for the above-mentioned purposes. ”

Since May 1, 2002, this organization, called “Aide internationale”, has been the owner of a five (5) story immovable located in the municipality of Pointe-Bleu. The organization became owner of this immovable as a result of a generous donation from one of its founding members.

Ms. Bouchard explains to you that once the organization became the owner in May 1, 2002, it had to make significant renovations to the first and second floors which it was going to occupy for the purpose of the objectives described in its articles of incorporation. All the existing walls had to be taken down, new divisions erected, a large kitchen as well as working areas built. An amount of almost \$200,000 was invested in the improvements.

She explains to you that the third floor is rented at this time to a pediatric clinic pursuant to a long-term lease. With respect to the fourth and fifth floors, they are rented, also pursuant to a long term lease, to the RMC des Sabres (the regional county municipality/RCM).

*Aide internationale* moved into the renovated premises on August 1, 2002, by which date the modification work was substantially completed.

On August 26, 2002, the organization received a certificate of modification to the property assessment roll, which also included a property tax bill for the immovable in question.

The notice is dated August 1, 2002. The expedition date appeared on the notice is August 15, 2002.

The certificate of modification indicates that the assessment roll is modified retroactively back to May 1, 2002 in relation to the following:

- the immovable, which constitutes the property assessment unit, was entered on the roll in the name of *Aide internationale*;
- the actual value of the building increased, from \$1,250,000 to \$1,750,000;
- the reasons advanced by the authorities justifying the issuance of the certificate are the following:
  - o the acquisition of the immovable by *Aide internationale*;
  - o the modifications carried out to the first and second floors of the building on January 1, 2002.

The assessment roll is set for the years 2002, 2003, and 2004. It comes into force on January 1, 2002.

In light of these facts, Ms. Bouchard asks you today, September 1, 2002, to answer the following questions:

**Question 1** (8 marks)

Could the municipality's assessor give a retroactive effect, back to May 1, 2002, to the certificate of modification and, as a result, to each modification he made to the property assessment roll?

---

**L'évaluateur était en droit de faire rétroagir le certificat de modification au 1<sup>er</sup> mai 2002**

---

**en ce qui a trait à l'inscription de *Aide Internationale* à titre de propriétaire de l'immeuble (2pts). Art. 174(3) L.F.M. (1pt) et 177(5) L.F.M. (1pt)**

---

---

**Le deuxième événement qui justifiait l'évaluateur à délivrer le certificat de modification, soit les modifications apportées aux premier et second étages, ne pouvait rétroagir qu'au 1<sup>er</sup> août 2002, soit date à laquelle les travaux effectués sur le bâtiment étaient substantiellement complétés (2pts). Art. 174(7) L.F.M. (1pt) et 177(5) L.F.M. (1pt).**

---

---

---

**Question 2** (4 marks)

Ms. Bouchard asks you whether *Aide internationale*, as a charitable organization with the objectives set out in its articles of incorporation, is entitled to any exemptions from the payment of property tax. Provide your answer to her. Give reasons.

---

**Oui, *Aide Internationale* est en droit de bénéficier d'une exemption de taxes foncières (2pts). Art. 204(10) L.F.M. (1pt) et 243.8 L.F.M. (1pt).**

---

---

**Question 3** (9 marks)

Before what body(ies) should *Aide internationale* contest the retroactivity of the value of the immovable and, request the exemption from property taxes? Assume that *Aide internationale* has to exhaust all the recourses set out in the *Municipal Taxation Act*. Give reasons.

---

**La demande de révision administrative devra être déposée auprès de l'organisme municipal responsable de l'évaluation (1pt). Art. 124 L.F.M. (1pt).**

---

**À défaut d'une entente ou d'une réponse, une demande de révision devra être déposée devant le Tribunal administratif du Québec (2pts). Art. 138.5 L.F.M. (1pt).**

---

---

**La demande de reconnaissance d'une exemption de taxes foncières devra être faite auprès de la Commission Municipale du Québec (2pts). Art. 243.1 L.F.M. (1pt) et Art. 1 L.F.M. (1pt).**

---

---

---

---

**Question 4** (3 marks)

Assume that *Aide internationale* wants to contest the date as of which the municipal assessor has retroactively increased actual value appearing on the property assessment roll. Within what time limit must *Aide internationale* do so? Give reasons.

---

**La demande de révision administrative devra être déposée avant le 61<sup>e</sup> jour qui suit l'expédition de l'avis prévu à l'article 180, soit le ou avant le 15 octobre 2002 (2pts). Art. 132 L.F.M. (1pt).**

---

---

---

**ADDITIONAL FACTS**

Ms. Bouchard explains to you that the organization has been required to significantly invest in telecommunications, in order to send volunteers around the world and to carry out its projects supporting development. As a result, the renovation work done on the first and second floors has included incorporating sophisticated telecommunication systems into the non-moveable walls. Having discussed with the municipal assessor after receiving the certification of modification, she learned that the value of the systems was incorporated into the actual value of the immovable entered on the assessment roll.

**Question 5** (3 marks)

She asks you whether the assessor was entitled to do that. Provide your answer to her. Give reasons.

---

**L'évaluateur municipal était en droit de porter au rôle les systèmes de**

---

**télécommunication intégrés aux cloisons inamovibles puisqu'ils constituent des**

---

**immeubles (1pt). Art. 1, 31 et 42 L.F.M. (2pts pour les trois articles).**

---

---

---

**ADDITIONAL FACTS**

Ms. Bouchard informs you that the value of the parking lot located on the south-west side of the building was included in the value of the immovable entered on the property assessment roll. She mentions that the building only complies with the bylaws if the land is in fact used as parking for automobiles.

**Question 6** (3 marks)

Ignore the issue regarding the time limits according to which administrative recourses can be taken. Ms. Bouchard asks you if the parking lot should not have appeared on the roll as a distinct assessment unit. Provide your answer to her. Give reasons.

---

**Non, le terrain de stationnement doit être inclus à l'unité d'évaluation où apparaissent**

---

**le terrain et le bâtiment sur lequel il est construit (2pts). Art. 34 L.F.M. (1pt).**

---

---

---

◆ ◆ ◆  
E N D